



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

La démocratie est le masque hypocrite de la dictature capitaliste

La dévastation de la planète et de l'humanité va bon train.

A peine venait de tomber l'information, dissimulée pendant des semaines, de la nature cancérogène du mazout de la dernière marée noire échoué sur le littoral atlantique, qu'une nouvelle catastrophe écologique avait lieu en plein coeur de l'Europe avec l'empoisonnement du Danube et surtout de l'un de ses affluents, par des produits hautement toxiques. Ce sont les lois aveugles de l'économie capitaliste qui sont en cause, d'autant plus destructrices que s'aggrave la crise de ce système.

C'est aussi par centaines de millions que se comptent les victimes d'une crise économique qui n'en finit pas de s'étirer et s'approfondir depuis les années 70. Les pays de la périphérie fournissent le plus gros contingent des victimes de la famine, de la malnutrition, de la maladie ou des formes les plus barbares du banditisme ou de la délinquance qui en

sont les conséquences. Mais loin de constituer une particularité exotique, le phénomène de paupérisation massive affecte, depuis les années 80, de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière des pays les plus industrialisés d'Europe ou des Etats-Unis. En dépit des déclarations sur la bonne santé de l'économie, des légions de chômeurs et des légions de travailleurs précaires ont été produites au coeur même du capitalisme, et leur nombre ne fait que s'accroître. En dépit des notes d'optimisme diffusées régulièrement par les médias sur les "gissements d'emplois" que constitueraient les "nouvelles technologies", il ne se passe pas un mois sans que des industries ou des entreprises mettant largement en oeuvre ces technologies en question ne viennent annoncer de nouvelles suppressions d'emplois (Alstom prévoit de supprimer 10 à 12 000 emplois en Europe, Unilever - production

alimentaire- 25 000 emplois dans le monde ; Ford plusieurs milliers en Europe). Quant aux fameux emplois nouvellement créés, fruits de l'actuelle croissance, ce sont dans leur très grande majorité des emplois précaires qui participent encore d'aggraver la misère dans la classe ouvrière.

La guerre elle-même est la forme que prend la fuite en avant de tous les Etats face à l'impasse économique. La nouvelle guerre en Tchétchénie apparaît surpasser encore en horreur les conflits de ces dernières années qui se distinguent pourtant par leurs macabres performances. En dehors des deux guerres mondiales, le nombre des victimes de la barbarie de ce système n'a jamais été aussi élevé que depuis le début des années 90, où morts, blessés, déportés, suppliciés se comptent par millions dans les conflits qui éclatent aux quatre coins de la planète.

Les contradictions économiques insurmontables qui assaillent le système capitaliste se trouvent ainsi être à l'origine de la plus grande catastrophe humanitaire que le monde subit depuis un siècle. Face à cette situation tragique, aux enjeux considérables tant il est vrai que la perpétuation de ce système constitue une menace pour la survie même de l'humanité, on nous console et on nous berce d'illusions en nous promettant le plein emploi pour dans trente ans, on nous propose une noble cause à défendre, la démocratie, présentée comme l'avenir de l'humanité.

Face à la misère, il y aurait des raisons d'espérer, nous dit-on, et l'on nous sort pêle-mêle, pour nous en convaincre, la "nouvelle économie", le dynamisme de l'économie américaine en croissance ininterrompue depuis 7 ans, les perspectives de croissance en Europe et ... l'intervention de l'Etat pour

que "l'économie de marché soit mise au service des citoyens". On se livre à une critique féroce du libéralisme et on met sur le compte de ses excès tous les problèmes économiques et la misère de ce monde. Tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Rien dans le fond ne distingue le libéralisme des politiques revendiquant plus d'Etat, c'est toujours du capitalisme. Par ailleurs, toute modeste qu'elle soit (3% au niveau mondial en 1999), la croissance actuelle est totalement artificielle et repose sur une nouvelle envolée de la fuite en avant dans l'endettement et la spéculation. A un tel point que les experts économiques sérieux eux-mêmes s'inquiètent de la disproportion effarante, et surtout de ses conséquences, entre l'économie réelle reposant sur la production de richesses, quelle qu'elles soient, et la plupart des cotations en

(SUITE PAGE 4)

ELECTION DE HAIDER EN AUTRICHE

La bourgeoisie agite un épouvantail contre la classe ouvrière

"La peste brune vient de poser sa botte en Europe". Le message est repris en chœur par la bourgeoisie du monde entier. L'arrivée d'un parti d'extrême-droite au pouvoir en Autriche a été le déclencheur d'une véritable hystérie à l'échelle internationale dont tous les médias se sont fait l'écho : l'Europe replongerait ainsi dans les années 30, Jörg Haider serait un Hitler en puissance à la tête d'un parti fondamentalement nazi. Tous y sont allés de leur petit couplet indigné, de gauche à droite, en Europe, aux Etats-Unis, mettant l'Autriche au ban des nations, coupant les relations commerciales et diplomatiques. Sur le thème "ni Le Pen, ni Haider, le fascisme ne passera pas", de grandes manifestations menées par la gauche et l'extrême-gauche (avec en tête, comme à Paris le 19 février, Laguiller au coude à coude avec les porte-paroles du MDC, du PCF et des Verts) ont eu lieu dans les grandes capitales, invitant les prolétaires à se mobiliser pour barrer la route au "nouvel Hitler".

La classe dominante agite un prétendu "nouvel Hitler"...

Le FPÖ autrichien est caractéristique de ces partis populistes qui voient le jour un peu partout en Europe en surfant sur le mécontentement populaire. Nourri par la crise et la décomposition

de la société capitaliste, tout leur programme se réduit à l'hystérie raciste et xénophobe et au rejet des appareils politiques traditionnels. La xénophobie, c'est par exemple celle qui se focalise en Andalousie contre la population marocaine, ou encore celle véhiculée par un Le Pen. En Autriche, cette xénophobie se trouve renforcée par l'ouverture programmée de l'Europe vers les pays de l'Est qui sert de prétexte pour agiter la crainte d'une immigration massive. Le rejet de "l'establishment", c'est celui véhiculé par toute l'extrême-droite en Europe, qui se présente comme une tendance vierge de toute cette ambition politicienne dont découlent les magouilles et autres "affaires". Quand on sait que pour être fonctionnaire en Autriche il faut obligatoirement posséder la carte d'un des deux grands partis, on comprend rapidement pourquoi une partie de la population peut être excédée par ces grands appareils qui se partagent le pouvoir depuis plus de trente ans.

Mais cela ne fait nullement de Haider, pas plus que de Le Pen, un "nouvel Hitler". Ce qui porta Hitler au pouvoir dans les années 30, ce n'est pas la pression populaire de masses antisémitiques déchaînées (comme veut nous le faire croire d'ailleurs la bourgeoisie), mais les besoins bien compris du capital allemand. Face à la violence de la

crise économique, il était nécessaire pour la bourgeoisie allemande d'organiser l'Etat de manière disciplinée autour d'un objectif unique : la guerre. Hitler avait un programme pour le capital allemand. Celui-ci était fait de concentration du capital, de renforcement de l'exécutif et d'une orientation unique vers l'économie de guerre. C'était un programme spécifique, original, en rupture avec les politiques précédentes et surtout adapté aux nouvelles orientations du capital allemand.

Le FPÖ de Haider n'a pas de programme spécifique, en fait on peut dire qu'il n'a pas de programme du tout. Au-delà de sa propagande populiste, il ne fait, une fois arrivé au pouvoir, qu'épouser le programme du parti conservateur, à qui il sert simplement de force d'appoint. Lequel programme n'est à son tour pas différent de celui de la précédente coalition des conservateurs et de la Social-Démocratie, qui gouvernait le pays jusqu'aux dernières élections. L'Autriche entame en 2000 son troisième "budget de rigueur" assumé comme tel. Tous les partis en lice aux dernières élections pouvaient bien promettre la relance et l'expansion des dépenses publiques dans leurs discours électoraux. En fait, bien avant que les élections n'aient eu lieu, la politique du futur gouvernement était déjà ficelée, en continuité avec les précéden-

tes : une politique d'austérité, dictée d'ailleurs par l'Union européenne. La même Union européenne qui s'indigne à hauts cris de ce nouveau gouvernement et veut nous faire croire que l'austérité annoncée serait la manifestation de son orientation "fasciste", alors qu'il ne fait pourtant qu'obéir à ses consignes sur le plan de la violence des attaques anti-ouvrières.

En acceptant l'extrême droite dans son gouvernement, l'Etat autrichien sait très bien ce qu'il fait. Ces partis populistes qui sont fondamentalement destinés à ramasser les "dégoûtés" de

tout bord et à canaliser leur colère derrière des mots d'ordre démagogiques, ont un inconvénient. La montée de leur influence en tant que partis d'opposition, nourrie par la décomposition sociale, finit par devenir gênante pour le bon fonctionnement du jeu politique bourgeois. C'est exactement ce qui s'est passé par exemple avec le FN en France, ou le MSI en Italie. Dans un tel cas de figure, il devient nécessaire de "dégonfler" ces partis et de les ramener à une place raisonnable.

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

France :

35 heures : partout un sale coup contre la classe ouvrière p. 2
Des syndicats tous unis pour empêcher l'unité des luttes ouvrières p. 2

Situation internationale :

Tract d'Autriche p. 3

Affaire Kohl : moeurs mafieuses et règlements de compte au sein de la classe dominante p. 3

Tchétchénie : c'est le capitalisme mondial qui est responsable de la barbarie p. 5

Kosovo : La curée impérialiste continue p. 5

Courrier des lecteurs : les revendications "transitoires" des trotskistes : Une politique bourgeoise qui invite les ouvriers à réformer le capitalisme p. 6

Organisations "non gouvernementales" (ONG)

Une prétendue autonomie au service de la guerre p. 8

Partout un sale coup contre la classe ouvrière

Depuis deux ans, on a eu droit à un grand "punching ball" médiatique entre les patrons et le gouvernement autour de la mise en place des 35 heures, où chacun jouait un rôle convenu d'avance. Pendant que les premiers, dans la peau des méchants de service, clamaient à hauts cris leur opposition à cette loi, le gouvernement se posait en défenseur de la cause des salariés contre l'intransigeance patronale, en champion de la lutte contre le chômage, et affichait ses bonnes intentions de "faire profiter les salariés des fruits de la croissance". Résultat des courses aujourd'hui : alors qu'entre en vigueur la seconde mouture de la loi, il est devenu tout à fait clair que cette prétendue mesure sociale est un sale coup contre l'ensemble des conditions d'existence des ouvriers. Trois millions de prolétaires sont aujourd'hui concernés par des accords sur les 35 heures qui, tous, se sont payés tant par le gel des salaires (sinon par leur réduction) et la perte de primes et de majoration des heures supplémentaires que par l'introduction de la flexibilité et de l'annualisation du temps de travail, la suppression des pauses, les formations prises sur les temps de repos, etc. Le prétendu cadeau du "nouveau temps libre" signifie tout simplement que les prolétaires sont quasiment en permanence à la disposition de leurs patrons. Quand à la création massive d'emplois que la mesure devait provoquer, elle n'aura pas fait illusion longtemps. Martine Aubry peut bien se targuer que sa loi aurait "créé ou préservé" 160 000 emplois, non seulement c'est de la pure spéculation, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan des millions de chômeurs et de la généralisation des emplois précaires et sous-payés. Ce "décevant" résultat, le gouvernement s'empresse de le mettre sur le dos des seuls patrons qui auraient "détourné la loi" à leur profit afin d'in-

tensifier l'exploitation des prolétaires. Jospin et Aubry n'y seraient pour rien. Pourtant, dans les entreprises du secteur public, comme la Poste ou la SCNF, la mise en place des 35 heures a représenté la même offensive anti-ouvrière que dans le privé.

Et, maintenant il s'agit pour la bourgeoisie de passer à l'étape suivante en s'attaquant aux 5 millions de salariés de la fonction publique. Alors, elle s'est arrangée pour jouer à peu près le même scénario que dans la première, avec quelques ministres du genre Allègre qui (dans le rôle tenu dans l'épisode précédent par le détestable Seillière) n'ont cessé depuis le début de clamer que "les 35h ne seront pas applicables à la fonction publique, vu que les fonctionnaires travaillent déjà souvent moins de 30 heures par semaine" ! Quelques campagnes médiatiques dénonçant régulièrement, les prétendus "privilèges" des prolétaires exploités par l'Etat patron à l'appui - histoire de les provoquer et de dresser les travailleurs les uns contre les autres -, le gouvernement pouvait finalement annoncer l'ouverture de négociations sur les 35h dans la fonction publique comme un "cadeau" et une "concession à la pression des salariés" et des syndicats. En vérité, gouvernement et syndicats sont bien d'accord pour faire passer les travailleurs du public par la même moulinette que les autres et c'est bien cela qui est déjà à l'oeuvre. L'objectif est clairement affiché dans le projet d'accord-cadre proposé par le gouvernement. Disparues les phrases démagogiques de Aubry sur le "droit au temps libre" et la "lutte pour l'emploi", à la place on trouve les critères "d'efficacité", de "qualité des services" et de "modernisation" de tout bon patron qui se respecte. Il n'est évidemment pas question de créer de nouveaux emplois, au contraire la politique déjà engagée de "dégraissage du mammoth" va se poursuivre. En fait, l'application des 35h dans la fonction publique (annoncée pour janvier 2002) va consister tout bonnement à généraliser et à systématiser ce que la gauche au gouvernement a déjà si bien commencé dans le secteur hospitalier, avec les fermetures de lits et d'hôpitaux entiers ou dans les Finances avec la nouvelle réforme de l'administration fiscale. Cette dernière va se traduire d'ici 2003 par une suppression d'au moins 10 000 emplois sur les 82 000 agents des impôts et les quelque 60 000 employés du Trésor public et entraîner la fermeture de 2 000 services. Sur la base d'une réduction continue des effectifs et tout en prétendant "réduire le temps de travail", on va donc alourdir partout les charges de travail, mettre en place, comme ailleurs, flexibilité, horaires "à la carte"... des besoins du service, annualisation du calcul des heures travaillées et autres élargissements des amplitudes d'ouverture au public. Dans l'Education nationale, toujours au nom de "réorganiser" et de "moderniser", la volonté du gouvernement est depuis longtemps affichée d'augmenter les charges de cours des enseignants, déjà confrontés à des conditions de travail toujours plus pénibles et stressantes.

Pour le moment, les syndicats, qui ne veulent pas avoir l'air d'être trop complices du gouvernement, ont claqué la porte des négociations en protestant contre l'absence d'engagement sur la création d'emplois. En pratique ils sont

bel et bien dans le coup. Ce sont eux qui, les premiers n'ont cessé d'inviter partout les prolétaires à se mobiliser pour les 35 heures et de cautionner le mythe que le principe de la loi Aubry est en faveur de leurs intérêts. Ce sont eux qui appellent les ouvriers à se mobiliser derrière eux, entreprise par entreprise, chacun dans son coin, pour "obtenir un bon accord" alors que tous les secteurs sont attaqués. Il en sera dans la fonction publique comme ailleurs. Gouvernement et syndicats ne prendront pas le risque de signer un accord global qui serait immédiatement vécu comme une attaque frontale contre plus de 5 millions de travailleurs de l'Etat où la combativité et la tradi-

tion de lutte sont fortes. Ce qu'ils veulent, c'est s'arranger pour le faire passer, ministère par ministère, voire service par service, en enfermant, comme ils savent si bien le faire, les tentatives de ripostes dans le piège de l'isolement corporatiste.

Derrière son masque de défenseur d'un prétendu "progrès social", ce gouvernement de gauche a déjà réussi à imposer à la classe ouvrière une série d'attaques contre ses conditions d'existence comme la droite n'aurait jamais osé le faire. Il est temps pour la classe ouvrière de rejeter toute illusion sur son compte et de savoir que -de la part de ce gouvernement comme de n'importe quel autre-, elle ne peut s'atten-

dre qu'au pire. Ce n'est pas pour le miroir aux alouettes de la réduction du temps de travail qu'il faut se mobiliser. La gauche et les syndicats ne nous le tendent que pour mieux nous piéger, nous désarmer et nous attaquer. Il s'agit principalement de nous défendre contre des attaques anti-ouvrières qui sont partout les mêmes, dans le privé comme dans le public. Pour cela il n'y a qu'une arme : la prise en mains des luttes par les assemblées de grévistes, la recherche de l'extension et de la solidarité des autres secteurs, sur la base des revendications communes qui nous unissent. Il n'y a pas d'autre voie.

P (26 février)

Des syndicats tous unis pour empêcher l'unité des luttes ouvrières

Courant janvier et début février, de nombreuses grèves et manifestations ont été au devant de l'actualité : salariés des transports (transports urbains, RATP, personnels au sol d'Air France), postiers, employés de l'ANPE et de l'assurance-maladie, avec une focalisation particulière sur les mouvements dans les hôpitaux, dans l'enseignement et dans les finances. Cette agitation sociale est une expression indéniable de la montée du mécontentement et de la combativité ouvrière, face aux multiples attaques dont le prolétariat est l'objet (seconde loi sur les 35 heures, manques chroniques d'effectifs dans tous les secteurs, fermetures de services entiers, etc.), dans tout le secteur public mais aussi dans le secteur privé, entraînant une augmentation des cadences et une aggravation générale des conditions de travail. Ces attaques sont autant de raisons de se battre.

Cependant, au lieu de donner lieu à un vaste mouvement d'ensemble (ce que la bourgeoisie et ses syndicats voudraient nous faire croire), on a bien au contraire assisté à un saucissonnage en règle des rangs ouvriers. Ainsi, tout en développant pour la galerie un discours critique à l'égard du gouvernement et de sa politique, et se présentant "tous unis" avec le soutien actif des médias, on a vu les syndicats mettre en oeuvre toute une agitation dans certains secteurs, avec le soutien actif des trotskistes, s'appuyant sur les faiblesses de la classe ouvrière, en particulier corporatistes, pour mieux isoler et enfermer les ouvriers dans des impasses. Mais il s'agissait encore d'épuiser en partie la combativité des ouvriers pour mieux faire passer les attaques comme les 35 heures dans la Fonction publique.

Dans les hôpitaux, où la grogne et la colère montent de façon sporadique depuis de longs mois et où des baisses d'effectifs importantes ainsi que de nombreux licenciements secs ont eu lieu depuis un an, les syndicats s'étaient jusqu'ici attachés à opérer un black-out complet sur les réactions ouvrières et les grèves à répétition, soigneusement maintenues dans l'isolement le plus total, que ce soit entre différentes catégories de personnel, entre les différents services d'un même hôpital ou entre différents hôpitaux. Le "surgissement"

des grèves et manifestations de décembre, mouvement soi-disant spontané parti des "urgentistes" de l'hôpital Saint-Antoine à Paris qui appelaient les hospitaliers à se mettre en lutte, "toutes catégories confondues", était en réalité totalement sous l'emprise syndicale. "Relançant" le mouvement en janvier, prétendant pour "accentuer la pression" sur Martine Aubry au moment des discussions autour de la mise en place des 35 heures, les syndicats se sont efforcés de marteler le mot d'ordre mensonger de l'unité, alors qu'ils organisaient en fait un quadrillage en règle de toutes les grèves et manifestations et enfonçaient d'autant plus les salariés dans le corporatisme "hospitalier" et la défense du service public, à travers par exemple les mots d'ordre bidon "soignants-soignés-solidarité". Pendant ce temps, les mesures de la ministre Aubry, qui promettait vaguement "des" postes, étaient en train de passer comme une lettre à la poste.

Dans les finances, où le mécontentement est très fort là aussi, suite aux mêmes multiples attaques dont ce secteur est l'objet, les syndicats récupéraient la grogne des travailleurs en organisant des grèves, mais service par service, bien isolées les unes des autres, développant un discours radical mais là aussi corporatiste au possible. La manifestation nationale du 3 février à Paris, hyper-quadrillée par les centrales syndicales, a été une véritable caricature de leur sale boulot de découpage des manifestants, d'enfermement et d'isolement corporatiste. Les salariés étaient rangés par région, par secteurs d'activité au sein des finances, etc. Et, alors qu'une manifestation des hospitaliers était appelée le même jour par les mêmes syndicats, mais à des lieux et des heures différents, tout était fait pour que les employés des deux secteurs ne se rencontrent pas. Et l'on pouvait même voir des hospitaliers appelés par un tract signé anonymement du "personnel d'Henri Mondor" (en fait les trotskistes de LO) à une assemblée générale à la Bourse du Travail, croiser la manifestation des impôts sans qu'aucune réaction de solidarité ou tentative d'unifier les deux mouvements ne surgisse. Le pire, c'est qu'en même temps, les syndicats pouvaient se permettre de donner au

niveau médiatique une image de rassembleurs des luttes.

Les enseignants de l'Hérault et du Gard ont eux aussi été l'objet de ce type de sollicitude syndicale qui a consisté à les enfermer là aussi dans une problématique de défense de postes école par école, etc., appelant à la solidarité des parents d'élèves, mais isolés du reste de la classe ouvrière, organisant avec l'aide bien venue des gauchistes des mascarades dégradantes pour la lutte de classe comme à Nîmes où les enseignants sont allés chercher la solidarité au salon de l'érotisme, déguisés en travestis ou en prostitué(e)s ! Il va sans dire qu'un tel événement a fait la une de la presse télévisée pour ridiculiser le sens du combat et minimiser complètement son importance réelle. Il s'agissait là aussi d'enfermer au maximum les enseignants dans le piège du corporatisme, ce qui s'est soldé par le fait qu'ils n'ont rien obtenu.

Car ce n'est pas en luttant dans son coin, entreprise par entreprise, secteur par secteur, que la classe ouvrière peut développer un rapport de force capable de freiner les attaques de la bourgeoisie. En organisant le saucissonnage, l'isolement et la division dans les rangs ouvriers, les syndicats visent encore à créer un écran de fumée pour masquer que c'est dans tous les secteurs que les ouvriers tendent à se dresser contre les mêmes attaques de l'Etat et du gouvernement.

La leçon à tirer de toutes ces maigres syndicales, c'est que la classe ouvrière doit rejeter le carcan syndical pour pouvoir développer une riposte unie en brisant toutes les divisions corporatistes qui ne peuvent que les épuiser, les démoraliser, les mener à la défaite paquets par paquets, et laisser les mains libres à la bourgeoisie pour faire passer ses attaques. Pour développer une lutte efficace, unie et massive, la classe ouvrière ne doit compter que sur elle-même et sa propre organisation de lutte. La seule solidarité dont elle peut se prévaloir, c'est celle de ses propres forces en se battant sur son terrain de classe, pour la défense de ses propres revendications.

KW (25 février)

COURRIER DES LECTEURS

(SUITE DE LA PAGE 6)

ment (priviliégiant les revendications les plus unifiantes plutôt que les particularismes et corporatismes) les révolutionnaires ne les défendent jamais "en soi", mais en lien étroit avec la question des besoins et des moyens de la lutte elle-même : assemblées générales souveraines, extension, envoi de délégations vers d'autres secteurs, etc. Ils savent que la "politisation" des luttes se mesure dans les moyens qu'elles se donnent, dans leur capacité à se confronter aux syndicats et à l'Etat bien plus que dans la présence de telle ou telle revendication. En aucun cas, ils n'ont l'idée que l'"élévation de la conscience des ouvriers" procéderait d'une succession de luttes sur des revendications à chaque fois plus radicales ou "politisées" jusqu'à déboucher, insensiblement, sur la "revendication" ultime du renversement du capitalisme ! Ils savent au contraire que, comme disait Rosa Luxemburg, le combat de la classe ouvrière est la seule guerre dont la victoire finale ne peut intervenir qu'à la suite d'une série de défaites et que ce sont dans ces défaites que la classe ouvrière forge ses armes : c'est-à-dire son unité et sa conscience de classe.

PE

AUTRICHE

**Nous devons pas seulement nous battre contre Haider
mais défendre nos intérêts
contre le capitalisme, son Etat et ses partis**

Nous publions ci-dessous la traduction d'un tract réalisé par un groupe politique en Autriche qui défend les positions de la Gauche communiste et qui, dans les années 80, publiait sous le nom de "Kommunistische Politik" (Kopol). Il a été diffusé lors de la manifestation anti-Haider du 19 janvier à Vienne. A cette occasion ce groupe a aussi pris en charge la diffusion de la presse en allemand du CCI.

La campagne pour "l'humanisme" et la démocratie une hypocrisie !

Avec la participation du FPÖ de Haider au gouvernement, on nous fait croire que les valeurs suprêmes qui étaient en vigueur jusqu'à présent - l'humanisme, les droits de l'homme, la tolérance et la démocratie - sont menacées. Partout, on mobilise contre les sinistres fripons du populisme raciste de droite. Aussi énergiquement que nous rejetons le populisme de droite de Haider, nous devons dire haut et fort que la campagne des gouvernements et des médias des Etats européens pour les "valeurs humanistes" et contre une participation de Haider & Co. au gouvernement sont de la pure hypocrisie.

Toute leur phraséologie essaie de défendre un système dont le principe suprême n'est pas l'humanisme mais l'accumulation du plus grand profit dans la main des grands propriétaires, un système qui s'appelle capitalisme, un système dans lequel, chaque année, des millions de gens meurent de faim, un système dans lequel, depuis cent ans, les différentes puissances et Etats nationaux mènent des guerres - guerres mondiales comme régionales - pour défendre et élargir leurs zones d'influence. Il faut se rappeler que la France démocratique a mené des guerres sanglantes après 1945 en Algérie et au Vietnam, pour y défendre sa domination coloniale, et que les Etats-Unis, gardien suprême de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, ont provoqué la mort de millions d'hommes au Vietnam - évidemment au nom de la liberté. Il y a 9 ans, l'alliance des USA et des Etats ouest-européens a bombardé l'Irak et affamé la population - avec des centaines de milliers de gens morts de faim. Et, avec à leur tête des gouvernements sociaux-démocrates et de "gauche", ils ont fait la même chose avec leur nouvelle guerre d'agression en Yougoslavie il y a un an, et - cela va de soi - sous prétexte de la défense des droits de l'homme !

Le FPÖ de Haider, un produit du capitalisme

Le FPÖ de Haider n'est pas tombé du ciel. Avec ses campagnes de provocation contre les ouvriers étrangers et toute sa démagogie, il est le produit de ce même système bourgeois-capitaliste, dont les représentants mettent maintenant en avant tout leur catalogue de "valeurs humaines". Car le capitalisme a besoin de la division de la classe ouvrière entre ouvriers "autochtones" et "immigrés", entre employés et ouvriers du secteur privé et de l'Etat, entre hommes et femmes, entre vieux et jeunes. C'est en permanence qu'il essaie de les dresser les uns contre les autres, pour maintenir la classe ouvrière dans une position de faiblesse et de nous empêcher de nous unifier autour de nos intérêts. Si nous surmontions toutes nos divisions, c'est la domination

de classe de la bourgeoisie qui serait ébranlée.

Pendant des dizaines d'années, le SPÖ (Parti social-démocrate) et l'ÖGB (Confédération des Syndicats d'Autriche) ont voulu nous faire avaler une identité nationale et nous ont poussés à être solidaires du capital autrichien et à considérer bien souvent les ouvriers étrangers comme nos ennemis. Avec en arrière-plan un terrain idéologique ainsi préparé, il n'était pas difficile pour un populiste comme Haider, en excitant les peurs et les émotions de ses partisans, d'avoir un écho grandissant parmi les ouvriers et de monter ainsi en puissance. Le SPÖ a fait le lit du populisme de droite.

La gauche comme la droite mène une politique contre les immigrés

Maintenant le parti social-démocrate et les Verts, aile gauche du capital en Autriche, essaient de se poser en défenseurs de l'humanité contre les racistes de l'extrême-droite. Nous savons que c'est le jeu habituel dans une démocratie bourgeoise : au gouvernement chaque parti mène une po-

litique en faveur des intérêts du capital, dans l'opposition chacun prétend vouloir des changements en faveur des ouvriers ou des "petites gens".

N'oublions pas que, depuis le début des années 90, le SPÖ au gouvernement avec le slogan "l'intégration plutôt que l'immigration" et son ministre Schlögl n'ont cessé de renforcer la législation contre les étrangers, et a ainsi appliqué - avec le soutien de l'ÖGB - les revendications xénophobes d'Haider : introduction de quotas du nombre d'immigrés, réduction drastique de leur nombre juste après le référendum du FPÖ. Comme dans tous les autres Etats européens si humanitaires, on n'accorde presque plus l'asile et des immigrés "illégaux" sont refoulés et systématiquement expulsés.

Le SPÖ au gouvernement : toujours une politique en faveur du capital

Le parti social-démocrate dans l'opposition essaie aussi maintenant de se présenter comme le défenseur des "intérêts des ouvriers" et contre la politique en faveur des patrons menée par le gouvernement noir-bleu (ÖVP-FPÖ).

Mais n'oublions pas que le SPÖ au gouvernement a toujours mené une politique en faveur du capital autrichien. Par exemple, à la fin des années 80, dans le secteur étatisé il jetait des dizaines de milliers d'ouvriers sur le pavé et, grâce aux syndicats ÖGB, il a pu saboter toute résistance à ses attaques. De même, durant les dernières années, il a imposé plusieurs programmes d'austérité (avec des gels de salaires, un arrêt des embauches dans le secteur public). Et le programme du gouvernement, que le SPÖ et l'ÖVP avaient adopté en janvier 2000, ressemble comme deux gouttes d'eau au programme tant critiqué de la coalition noir-bleu. Le SPÖ avait aussi prévu des réductions drastiques du système des préretraites et avait voulu supprimer des milliers de postes dans le service public.

Résistance contre toutes les attaques !

Le programme de la coalition noir-bleu constitue une attaque massive contre les intérêts des ouvriers :

- dégradation drastique des préretraites ;
- suppression de plus de 10 000 postes dans le service public ;
- obligation des prolétaires à cotiser aux frais de santé ;
- divers programmes de réductions massives ;
- sabotage de conventions collectives au moyen d'accords au niveau des entreprises.

Défendons nous contre ces attaques et licenciements ! Manifestons pour ces revendications dans la rue ! Organisons, là où nous sommes touchés, des grèves ! Ne faisons pas confiance aux syndicats !

Ce n'est qu'en paroles que l'ÖGB attaque les mesures du gouvernement et, comme l'histoire nous l'a déjà montré, il sera en réalité un bon complice du capital. L'ÖGB organisera peut-être des semblants de luttes, mais sans effet. Tout cela ne servira qu'à faire croire que le SPÖ et l'ÖGB font quelque chose contre les attaques mais, en réalité, cela ne sert qu'à saboter une riposte véritable. Faisons échec à cette stratégie !

Groupe Communiste Internationaliste (GIK, Postfach 89, 1193 Wien, Postfach 113, 6900 Bregenz)

**LA BOURGEOISIE AGITE UN ÉPOUVANTAIL
CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE**

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

La bourgeoisie française, après avoir dans un premier temps tout fait pour gonfler l'influence du FN, s'est arrangée pour le faire éclater en deux quand la bouduche est devenue trop encombrante. La bourgeoisie autrichienne, elle, semble suivre l'exemple de sa consœur italienne qui avait pris l'option de recycler le MSI en l'absorbant dans le gouvernement Berlusconi. Aujourd'hui le MSI est devenu un parti de droite "présentable" et mieux contrôlé. Demain, après avoir pratiqué une politique en tout point comparable à celle du gouvernement précédent, le FPÖ subira probablement la même érosion de sa popularité. Entre temps, la social-démocratie autrichienne aura fait une cure d'opposition salutaire et trouvé dans l'opposition au prétendu "fascisme" du gouvernement un bon prétexte pour se refaire une virginité et faire oublier sa responsabilité dans les coups portés contre la classe ouvrière.

Si le FPÖ était un parti fasciste, il ne serait tout simplement pas au pouvoir aujourd'hui. Pour qu'un parti fasciste parvienne au pouvoir, encore faut-il que les conditions sociales le permettent. Le fascisme est le produit d'une situation historique particulière le ren-

dant à la fois possible et nécessaire. Ainsi, dans les années 30, c'est parce que le prolétariat mondial avait été massacré par la bourgeoisie "démocratique" (et notamment la social-démocratie allemande qui acheva la révolution mondiale de 1917-23 dans un bain de sang) et que la crise rendait nécessaire la marche vers une nouvelle guerre mondiale que le fascisme a été appelé à régner et qu'il a pu le faire. Aujourd'hui, le prolétariat n'est pas battu, et la perspective d'une guerre mondiale n'est donc pas, malgré la crise, à l'ordre du jour. Par conséquent, la bourgeoisie n'a ni besoin, ni la possibilité d'exercer sa dictature sur la société sous une forme fasciste. Elle a à sa disposition pour ce faire un outil bien plus efficace et bien plus adapté aux conditions actuelles : la démocratie.

... pour enchaîner le prolétariat à la démocratie bourgeoise

Là réside la raison essentielle de tout ce battage. Si la bourgeoisie tient tant à faire passer le FPÖ pour un parti fasciste, c'est parce qu'elle trouve dans cet événement une véritable aubaine pour relancer une campagne idéologique sur la défense de la démocratie, alors que, pour défendre son système moribond, elle doit cogner de plus en plus fort contre la classe ouvrière (1).

Cette campagne est la parfaite continuation de celles qui, sans interruption depuis l'effondrement du bloc de l'Est, invitent le prolétariat à prendre la défense de l'Etat démocratique, face aux attaques barbares de dictateurs en tous genres.

La dictature du capital peut avoir plusieurs visages, elle n'en reste pas moins une dictature. Aujourd'hui, dans les pays d'Europe occidentale, ce ne sont pas des gouvernements fascistes qui jettent les prolétaires au chômage

et laissent à ceux qui ont encore un travail un salaire de misère. Ce ne sont pas non plus des Etats fascistes qui instaurent actuellement la flexibilité dans les entreprises, rendant les conditions de travail toujours plus lamentables, dangereuses, épuisantes.

Dans la perspective historique actuelle aux affrontements de classe, face à un prolétariat qui a gardé intact son potentiel de lutte, la démocratie reste le meilleur habit pour revêtir la domination du capital. Dans la stratégie actuelle de la gauche au gouvernement dans les pays centraux du capitalisme, Haider est un envoyé du ciel pour la bourgeoisie, qui voit là un moyen de plus pour crédibiliser au maximum sa gauche, en la présentant comme le meilleur rempart contre le fascisme, face à une droite qui, elle, capitule et va jusqu'à gouverner avec l'extrême-droite.

Les prolétaires doivent refuser de se laisser entraîner derrière la fausse alternative "fascisme ou démocratie". Ils ne sont que deux visages d'une même dictature. Aujourd'hui la véritable alternative historique posée face au prolétariat est plus que jamais "Socialisme ou Barbarie". La barbarie, aujourd'hui, celle qui représente le plus grand danger actuellement pour l'humanité, c'est celle de la démocratie bourgeoise.

H (25 février)

(1) Au-delà de ce déchaînement contre le prolétariat, il y a aussi une aubaine pour la bourgeoisie, notamment américaine et française, pour venir "titiller" l'Allemagne, qui doit aujourd'hui se positionner et surtout se démarquer de son allié le plus fidèle et le plus indéfectible. L'occasion est trop belle pour renvoyer le nazisme à la face de la bourgeoisie allemande, à l'heure où celle-ci souhaiterait "passer l'éponge" sur son passé. Pendant que chacun se félicite de la naissance de "l'Europe politique" derrière sa réaction unanime, les rivalités impérialistes restent intactes.

AFFAIRE KOHL

Règlements de compte au sein de la classe dominante

Ah ! Ce pauvre vieil Helmut ! Lui qui aurait dû couler ses vieux jours dans le fauteuil douillet de la présidence d'honneur de son parti, auréolé en tant qu'homme de la réunification allemande, il se trouve aujourd'hui conspué par les médias et rejeté comme un malpropre par sa CDU. Tout ça pour quelques misérables millions de marks, qu'il n'a même pas dépensés lui-même mais qui auraient renfloué la caisse électorale de la Démocratie Chrétienne.

De scoop en révélation, la presse outre-Rhin n'arrête pas de casser du sucre sur le dos de la CDU. Non pas seulement sur Kohl, mais sur l'ensemble de la caste dirigeante qu'il a mise en place. On découvre que la Fédération de Hesse planquait - illégalement - des millions de marks au Liechtenstein, dont personne ne connaît la provenance. L'ancien ministre de l'Intérieur - donc responsable de la police - Manfred Kanther mettait encore des millions sur des comptes - illégaux, eux aussi - en Suisse. D'où venait tout cet argent ? Une partie provenait de reluisantes personnalités du genre de Karlheinz Schreiber, marchand d'armes ; d'après les dernières révélations, des sommes énormes auraient été versées directement par l'Etat français via Elf Aquitaine lors de son achat de la raffinerie Leuna en ex-RDA, à un prix bien au-dessus de sa valeur réelle.

"Cela fait seize ans qu'ils cherchent des trucs contre lui. Comment se fait-il qu'ils arrivent à monter une telle campagne maintenant ?" se lamente une militante de base de la CDU. Question très pertinente. Surtout quand on considère que c'est la télévision d'Etat, la ZDF, qui a lancé l'affaire, et que même la presse du groupe Springer - qui

(SUITE PAGE 4)

**Lisez
notre brochure**

**FASCISME
ET
DÉMOCRATIE**

**DEUX
EXPRESSIONS
DE LA
DICTATURE
DU CAPITALISME**

Une prétendue autonomie au service de la guerre

(SUITE DE LA PAGE 8)

les pieds, les ONG humanitaires font leur propagande contre la brute Saddam, sur les dos des pauvres hères qui fuient dans les montagnes. C'était tragiquement symbolique : Saddam les tuait en les bombardant dans leur fuite, les "humanitaro-militaires" les tuaient en leur balançant leur aide sur le crâne.

Depuis lors, la demande pressante aux "gouvernements démocratiques" de la part des organisations humanitaires de tout poil est devenue une figure imposée quand on prépare une intervention militaire. Les puissances démocratiques, défenseurs des "droits de l'homme", trop lentes dans leurs réactions, interviendraient sous la pression médiatique qu'exerceraient ces ONG, qui seraient aujourd'hui le modèle de ce que l'humanité peut faire de mieux. C'est bien le contraire : les ONG, soumises à la botte du militarisme le plus agressif, sont le signe avant coureur pour préparer aujourd'hui une intervention guerrière ; ce sont les commandos de la mort annoncée. Cela peut même aller jusqu'à des mascarades comme celle de l'opération "Restore Hope" en Somalie, avec la médiatisation de l'intervention américaine ou les sacs de riz demandés aux écoliers en France, avec l'inévitable Kouchner transportant ces sacs devant les caméras. Tout

cela finit en fiasco : oubliée la Somalie. Il arrive même, et cela risque de plus en plus d'être le cas, que les ONG s'affrontent indirectement en fonction de la puissance impérialiste qu'elles servent. Ce fut le cas au Rwanda, où l'on a pu voir la bourgeoisie française, responsable directe du génocide, utiliser l'humanitaire et les ONG pour construire, pendant l'opération Turquoise en 1994 un sanctuaire pour soi-disant protéger les populations de la guerre, en réalité pour protéger ses protégés, autrement dit, les organisateurs des massacres (1). Cette opération fut une caricature de l'action "humanitaro-militaire" de ces dernières années, avec le légionnaire et le MSF bras dessus bras dessous. Évidemment, les nouveaux maîtres du Rwanda, pro-américains, n'étaient pas dupes sur les intentions de la France. Ainsi, les Etats-Unis lancent, depuis l'Ouganda, une opération humanitaire parallèle, "Soutenir l'espoir". En fait, l'humanitaire est devenu l'instrument indispensable de la puissance militaire.

C'est dans la guerre en ex-Yougoslavie que cette combinaison militaro-humanitaire, cette complicité entre les ONG et les forces militaires va se déployer avec le plus d'évidence.

Les ONG ont été à la base de toutes les actions militaires de la part des puis-

sances occidentales en ex-Yougoslavie, comme lors de l'entrée en scène des États-Unis dans le conflit bosniaque en 1993, précédé par une demande expresse des ONG d'une opération de parachutage de vivres et de médicaments sur la Bosnie orientale. Ce sont elles qui en réclamant à cor et à cri une intervention des grandes puissances pour venir en aide aux deux millions deux cent mille déplacés et réfugiés de Bosnie, ont servi de caution au débarquement en Bosnie de la FRR (Force de Réaction Rapide) française et britannique au printemps 1995, puis de la SFOR, sous l'égide de l'ONU. Mais c'est surtout au Kosovo où elles ont afflué qu'une agitation intense des ONG s'est déployée pendant des mois entiers autour du malheureux sort réservé par Milosevic aux populations albanaises. Ce sont elles qui ont notamment attiré l'attention des médias sur l'existence de charniers comme celui de Raçak en janvier 1999, ce qui a constitué un tournant dans les préparatifs des bombardements alliés sur la Serbie. Elles ont ainsi activement et directement participé à la préparation idéologique de l'intervention de l'OTAN en mars

1999. L'exode des Albanais du Kosovo, dont sont responsables autant la soldatesque de Milosevic que les puissances occidentales et leurs alliés sur place de l'UCK, a été utilisé jusqu'à la nausée par l'idéologie humanitariste pour "pousser" à l'intervention, pour demander et justifier les bombardements. Cette dernière guerre a été l'expression la plus hideuse de l'utilisation de la fibre "humanitaire", de l'utilisation des sentiments des populations face à un tel dénuement pour justifier la guerre. Est-ce que l'action de toute cette foule d'ONG présentes sur le terrain, à côté des militaires, a aidé les gens ? Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'elle a utilisé les gens, leur misère, leur dénuement pour justifier les actions guerrières.

Enfin, pour comprendre le rôle des ONG dans l'embrigadement idéologique actuel, le mieux est de laisser la parole à l'une d'entre elles. Le rapport de Human Rights Watch (HRW) sur les actions de l'OTAN en ex-Yougoslavie est révélateur : les alliés ont violé le droit de la guerre (en tuant des civils), mais "ils n'ont pas commis de

crimes de guerre" (*Le Monde*, 10/02/2000). Tout le double jeu, le cynisme jésuitique des humanitaristes est dans ce rapport. Une ONG comme HRW ne peut pas dire "Les alliés ont très bien travaillé en tuant plus de 500 civils yougoslaves". Non, "ils ont violé le droit de la guerre", mais... "ils n'ont pas commis de crime de guerre".

C'est avec ce genre de raisonnement que les ONG peuvent attirer des personnes honnêtes, des personnes qui se posent des questions : les ONG dénoncent **toutes** les exactions, d'où qu'elles viennent, **mais**... il y a des exactions "compréhensibles", du genre "dégâts collatéraux inévitables" ("qui violent le droit de la guerre", sinistre expression) et il y a les "vrais criminels de guerre", les "génocidaires" et autres Milosevic. Toutes les justifications des grandes puissances pour leurs actions guerrières, surtout depuis dix ans, sont dans ce type de raisonnement. Les ONG dénoncent, "aident les malheureux", "sont vigilantes face à tous les abus" pour mieux accomplir leur rôle de va-t-en-guerre quand on a besoin d'eux. La nouvelle guerre de Tchétchénie est le dernier épisode en date de cette danse macabre qu'est devenu le "nouvel ordre mondial". Là, on va entendre, bien sûr, les ONG, les humanitaires de tout poil dénoncer les crimes de l'armée russe. Mais ce ne sera pas sur le même registre qu'au Kosovo : les va-t-en-guerre triomphalistes du Kosovo vont prendre, pour la Tchétchénie, le ton, en sourdine, de la "dénonciation impuissante", parce qu'ici, ils savent très bien que les puissances occidentales, pour le moment, vont laisser faire la Russie. Parce que les ONG ont aussi ce rôle de décourager, d'épuiser les énergies dans des actions qui ne vont nulle part, dans le désespoir impuissant.

Notre but n'est pas de montrer du doigt ceux qui se laissent entraîner, parfois avec des risques sérieux, dans les aventures humanitaires mais de dénoncer la fonction réelle de ces organismes dont souvent, certains peuvent penser : "d'accord, ils peuvent avoir des défauts, mais ils font au moins quelque chose". Nous, nous disons : avec ce qu'ils font, ils sont parfaits pour les besoins de l'impérialisme.

L'inénarrable Kouchner a écrit quelque part que "la grande aventure du XX^e siècle qui s'achève s'appelait le marxisme. La grande aventure du XXI^e siècle commence et s'appellera le mouvement humanitaire". Nous, nous disons que si le marxisme cessait d'être la grande aventure de l'humanité au XXI^e siècle, ce serait, alors, le triomphe du mouvement militaro-humanitaire, ce serait sa destruction et celle de l'humanité.

Pto

LA DÉMOCRATIE EST LE MASQUE HYPOCRITE DE LA DICTATURE CAPITALISTE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

On nous annonce donc un réajustement nécessaire des valeurs boursières (lire un krach boursier) de même que, pour éviter la surchauffe avec le retour de l'inflation, sont prises des mesures (augmentation des taux d'intérêts) qui vont inévitablement ralentir la croissance. Quand on voit ce que signifie déjà en terme d'attaques contre la classe ouvrière la situation actuelle, il y a donc tout lieu de craindre pour le futur. Quant à l'Etat "protecteur des pauvres et des opprimés", avec à sa tête, dans la plupart des pays "riches", un gouvernement de gauche, quel rôle va-t-il jouer dans tout cela ? Faire en sorte que la dégradation de l'économie ne soit pas trop visible, c'est-à-dire en masquer la réalité par la propagande de manière à ne pas alimenter la conscience des prolétaires sur la faillite du système ; étaler autant que faire se peut les attaques contre la classe ouvrière, secteur après secteur, les dissimuler, les enrober dans un verbiage démagogique ; en faire porter la responsabilité à la mauvaise gestion de telle entreprise, à la cupidité de tel patron ou des actionnaires, etc. Et tout cela dans quel but ? Eviter des ripostes massives de la classe ouvrière qui constitueraient un frein aux attaques et un formidable encouragement à développer la lutte.

Quant aux bienfaits de la démocratie, il faudrait les mesurer au fait que les populations des pays démocratiques ont la chance de ne pas subir l'oppression des dictatures, des régimes stalinien ou des régimes fascistes des années 30 / 40. En d'autres termes, estimons-nous heureux de notre RMI de misère, de nos allocations chômage de misère, de notre emploi précaire de misère, de

nos salaires de misère, ne nous plaignons pas de notre insécurité de l'emploi, car cela pourrait être pire ! Ce qui est évidemment passé sous silence, c'est que la démocratie, le stalinisme ou le fascisme c'est toujours du capitalisme. La démocratie se différencie essentiellement des deux autres en ce sens qu'elle correspond à la nécessité de rendre la dictature du capital beaucoup plus acceptable aux exploités.

Toutes les campagnes démocratiques organisées depuis des années ont pour finalité, non pas la lutte contre un danger fasciste qui n'existe pas, mais bien la mystification de la classe ouvrière, visant à l'amener à défendre l'Etat, les institutions, en somme tout l'édifice du système d'exploitation. Le suspense entretenu depuis des mois sur le sort qui sera réservé à Pinochet et, en ce moment, le battage monstre, en Europe et aux Etats-Unis, organisé en protestation contre la participation de l'extrême-droite au gouvernement en Autriche en sont de claires illustrations.

Il n'y a que la classe ouvrière qui soit capable d'apporter une solution à l'impasse capitaliste dont la logique est l'anéantissement de l'humanité. Elle est la seule classe qui soit capable, à travers ses luttes, de dégager la perspective du renversement du capitalisme pour instaurer une autre société. Dans cette tâche, non seulement elle ne peut pas compter sur ceux qui l'appellent à défendre la démocratie, mais elle doit savoir que ceux-ci n'auront de cesse d'affaiblir son combat et que, s'ils y parviennent suffisamment, ils seront son bourreau tout comme la Social démocratie allemande massacra le prolétariat en Allemagne en 1919.

B (25 février)

AFFAIRE KOHL

(SUITE DE LA PAGE 3)

passait pourtant pour un ami fidèle de Kohl, et à qui Kohl a demandé expressément de retenir sa meute - participe à la chasse. C'est tout l'appareil médiatique de la bourgeoisie allemande qui se met en branle pour discréditer et mettre à bas le chancelier de la réunification et son parti, la CDU.

Pourquoi un tel ram-dam ? Il s'agit fondamentalement de renforcer le gouvernement SPD/Verts en Allemagne, dans le cadre de la politique internationale actuelle de la bourgeoisie visant à placer les forces de gauche à la tête de l'Etat. A un premier niveau, le scandale Kohl et Cie vise à affaiblir la CDU afin de permettre une meilleure assise du SPD au sein de l'Etat. Depuis l'accession de Schröder au pouvoir, les médias allemands n'ont cessé de critiquer les difficultés du gouvernement à faire passer son programme économique et les restructurations industrielles, impératifs aujourd'hui pour l'Allemagne, par insuffisance de pouvoir réel. A l'intérieur de l'Etat, la CDU a une présence encore beaucoup trop forte. Après seize années ininterrompues au pouvoir, mais aussi homme de l'unification allemande, la mise en oeuvre de la "Treuhand", qui a été l'instrument de Bonn pour "restructurer" l'ex-Allemagne de l'Est, a permis à Kohl de placer ses hommes à lui aux postes-clé de l'administration politique et économique de l'Etat. Avec le scandale actuel, ceux-ci sont descendus en flèche.

De plus, au sein du SPD, c'est le "petit Napoléon de la Sarre", Oscar Lafontaine, qui contrôlait le parti et l'alliance avec ce dernier a été essentielle pour gagner les élections. Le départ de Lafontaine, représentant en réalité la gauche du parti et non pas la ligne "moyenne" de Schröder, n'a pu qu'affaiblir la position du chancelier, ce qu'on a vu à travers les difficultés électorales de Schröder en plusieurs occasions. C'est pour cette raison que ce travail de renforcement des positions de Schröder est complété par un certain nombre de

scandales et de mises en examen qui touchent la fraction du SPD pro-Lafontaine, dont le président d'Etat Johannes Frau, de façon certes beaucoup moins médiatisée.

Ainsi, la bourgeoisie allemande s'efforce de fournir au gouvernement actuel les moyens de faire au mieux son travail, ce qui montre l'importance pour elle de maintenir la gauche au pouvoir et pour plus de deux ans probablement.

Enfin, par la même occasion, la bourgeoisie d'outre-Rhin en profite pour tirer un trait sur l'ère Kohl et "rafraîchir" la CDU en lui donnant à terme une nouvelle image dont elle se servira en temps voulu.

Quelle leçon devons-nous tirer de ces scandales ? "Tous les mêmes, tous des pourris !", diront certains. Mais en rester là, serait en rester au niveau du Canard Enchaîné. Au-delà de la veulerie et de la corruption de toute la classe politique de la bourgeoisie, ce que nous devons comprendre, c'est la capacité de tout cet appareil - gauche, droite, médias, pouvoirs judiciaires - de se mettre d'accord pour mettre en place l'orientation politique la mieux adaptée aux besoins du moment. Mieux encore, les quelques bribes d'informations qui se sont échappées sur le financement par l'Etat français des campagnes électorales de la CDU nous montrent clairement que c'est tout l'appareil d'Etat bourgeois, au niveau international, qui participe à cette manipulation. Les médias essaient, pour le peu qu'ils en parlent, de faire croire qu'il s'agissait d'amitié entre Kohl et Mitterrand. Mais la réalité, c'est bien l'Etat français, dirigé par la gauche de la bourgeoisie, se servant des plus grandes entreprises du pays, qui a aidé l'Etat allemand à maintenir une politique de droite, dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie internationale. "Tous les mêmes, tous des pourris ?" Peut-être. Disons plutôt : "Tous, gauche, droite, médias, partis politiques bourgeois-tous unis contre la classe ouvrière."

Colas (25 février)

(1) C'est peut-être à ces protégés que Mitterrand pensait quand il évoquait par anticipation le droit d'ingérence humanitaire dans son discours de Cancun en 1981 : "Il existe dans notre droit pénal un délit grave, celui de non-assistance à personne en danger. En droit international, la non-assistance aux peuples en danger n'est pas encore un délit. Mais c'est une faute morale et politique qui a déjà coûté trop de morts et trop de douleurs à trop de peuples abandonnés pour que nous acceptions à notre tour de la commettre".

MASSACRES, TORTURES, VIOLS, "CAMPS DE FILTRATIONS" EN TCHETCHENIE

C'est le capitalisme mondial qui est responsable de la barbarie

Les récits effroyables et terrifiants des rares rescapés des "camps de filtration" sur le territoire tchétchène ou en Ingouchie confirment d'une horrible manière l'enfoncement du capitalisme dans la barbarie guerrière que nous avons déjà largement dénoncé (1). Les scènes insoutenables de tortures et de viols perpétrés de nuit dans des caves par des unités spécialisées saouïes et droguées qu'évoquent ces récits sont un véritable concentré des pires exactions sadiques accumulées au cours de ce siècle de barbarie guerrière. Un des témoins dans le camp des bourreaux a ainsi parlé des "cris des hommes à qui l'on casse tout ce qu'on peut casser". On apprend que plus de 22 000 personnes étaient déjà passées par ces camps entre 1994 et 1996 au cours de la première guerre en Tchétchénie. Mais cette fois ils sont utilisés à encore plus large échelle contre toute la population civile. Hommes, femmes, vieillards, enfants et même bébés, personne ne serait épargné. Après les épurations ethniques systématiquement pratiquées au cours de ces dernières années au Rwanda, en Bosnie, au Kosovo, au Timor-Oriental, ce nouveau génocide se fixerait comme objectif que parmi les 150 000 personnes qui devraient passer par ces camps, ceux qui en ressortent vivants soient des invalides à vie. En même temps, se perpétrent d'autres massacres qui sont le produit de la

poursuite des bombardements et des ratissages : villages détruits, rasés, incendiés, pillés. Le même scénario se répète d'un endroit à l'autre. Avant d'être investis par une armée d'assassins et de pillards, les villages sont pilonnés au préalable sans relâche avec les moyens les plus meurtriers de la technologie moderne, en recourant par exemple massivement à des missiles à effet de souffle revendus par l'armée américaine (et déjà expérimentés à grande échelle pendant la guerre du Golfe où ils avaient pétrifié de longues colonnes de blindés irakiens dans le désert). L'efficacité redoutable de ces armes qui font éclater les poumons vient de ce qu'elles sont capables de diffuser la mort tout autour, s'infiltrant même dans des caves ou des abris.

Un pas supplémentaire dans la décomposition sociale

Mais à ces horreurs s'ajoute la marque de la décomposition sociale du capitalisme. Le "business" généralisé de la guerre n'a jamais été aussi loin dans le cynisme, identique dans les deux camps. Systématiquement, tout s'achète et tout se vend dans cette guerre, de l'aveu de plusieurs journaux russes rapportés par *Le Monde* du 21 janvier. "Il n'y a pas de barrière qui ne se lève contre de l'argent. (...) La "zone de sécurité" (territoires investis et oc-

cupés par l'armée russe) est devenue un paradis doré pour les commandants-parrains. (...) Faut de nourriture dans l'armée, il est courant de se ravitailler chez l'habitant et de tuer leurs troupeaux. (...) Le bénéfice le plus grand, les généraux le reçoivent du pétrole : tous les puits et raffineries domestiques de Tchétchénie sont sous leur contrôle." Les vols et les pillages se développent, tout comme les saouïeries dont les civils sont les premières victimes. Ce marchandage est généralisé dans les rangs de l'armée russe tant pour les soldats que pour les généraux. Même les soldats détournent indifféremment les blessés, les prisonniers ou les cadavres et portent des chaînes d'or aux poignets et autour du cou. Les forces tchétchènes où les mafias règnent en maître agissent exactement de même. Dans chaque camp, le marchandage des armes et des munitions comme les pots-de-vin sont systématiques et surtout prospèrent des trafics liés à la revente de chair humaine soit de prisonniers, soit de dépouilles, soit encore d'organes amputés sur des vivants ou des morts. Les plus chanceux des prisonniers peuvent être rachetés au prix fort par leurs familles, si elles en ont les moyens. Même les torturés sont souvent revendus à l'état de semi-cadavres mutilés à leur famille. Mais de plus en plus, ce sont des cadavres qui sont offerts au rachat. Ce phénomène n'affecte pas des pays africains ou latino-américains dont la sauvagerie ou la corruption pourrait être imputées à de prétendues moeurs tribales, "non civilisées", mais il implique le délitement d'une armée européenne qui naguère encore représentait une des plus nombreuses et des mieux équipées du monde, permettant d'ailleurs à l'ex-URSS de tenir pendant cinquante ans le rôle d'une tête de bloc impérialiste.

La prise de Grozny elle-même, longtemps mise en avant comme un objectif militaire et stratégique essentiel, n'a été que le produit d'un sordide marchandage entre les chefs rebelles tchétchènes et l'armée russe en pleine déliquescence. Pour l'équivalent de 100 000 dollars, butin probablement partagé entre les assiégeants, on a laissé les "combattants" passer par un corridor pour sortir de la ville. Mais pour beaucoup, cela a constitué un "couloir de la mort" qui avait été préalablement miné. Quant à ceux qui en ont réchappé, les villages dans lesquels ils s'étaient réfugiés ont servi de nouvelles cibles aux bombardements intensifs de l'armée russe. Dans une localité de banlieue, des tractations ont permis l'aménagement d'un autre corridor pour évacuer la ville. Dès que la population s'y est engagée, elle a été impitoyablement mitraillée et massacrée.

Avec le même cynisme, les "boïviks" (combattants tchétchènes) ont monnayé leur fuite en trahissant des populations civiles qu'ils livraient sans défense au massacre. Depuis lors et pendant un mois complet, Grozny est devenue une "cité interdite" (une zone d'où on ne peut plus entrer ni sortir) pour permettre les opérations de "nettoyage" et d'extermination de l'armée dans une ville où étaient encore terrés

et parqués entre 30 000 et 40 000 habitants. Certains témoignages recueillis au moment de l'entrée des troupes russes ont rapporté que la consigne reçue par les "troupes spéciales" était qu'il ne devait rester aucun survivant dans l'ancienne capitale tchétchène.

Toutes les grandes puissances sont complices de ces crimes

Un ex-premier ministre d'Eltsine a lâché le morceau en déclarant que l'invasion militaire de la Tchétchénie avait été programmée, voulue et provoquée dès le mois de mars 1999. L'invasion du Daghestan au mois d'août par les troupes rebelles tchétchènes de Bassaïev (jouant pleinement son rôle d'agent provocateur) n'a été ensuite qu'un prétexte pour justifier directement cette intervention de l'armée russe en Tchétchénie. Mais cela confirme surtout le rôle de l'appareil d'Etat russe dans les attentats attribués aux "terroristes tchétchènes".

Aujourd'hui, les grandes puissances qui sont mouillées depuis des mois dans un soutien complet à l'armée russe font semblant de prendre leur distance. Même si Clinton déclarait encore le 14 février "Les Etats-Unis peuvent travailler avec cet homme" qui "jusqu'ici a montré qu'il était un dirigeant très robuste, efficace et déterminé", le futur président russe Poutine devient de moins en moins fréquentable. Ce sont certains organes de presse et en particulier le journal français *Le Monde* qui ont fait le boulot d'ordinaire dévolu aux ONG (presque totalement absents sur le terrain à part Human Rights Watch ou Médecins du Monde) en lançant une grande campagne humanitaire qui déplore et se scandalise des méthodes sanguinaires trop voyantes de l'armée russe. Le but de cette campagne qui reproche aux gouvernements des grandes bourgeoisies occidentales leur attitude trop ouvertement conciliante envers Poutine est de les alerter sur le fait que cette débauche d'atrocités manque de décence et de discrétion. La pétition signée par 200 "personnalités" françaises appelant à plusieurs rassemblements et manifestations parisiennes "contre Poutine continuateur de Staline" va dans le même sens. Ce sont pratiquement les mêmes "personnalités politiques, intellectuelles ou artistiques" (de Glucksmann à Danielle Mitterrand), qui avaient multiplié ces dernières années les pétitions contre "le tyran Milosevic". La bruyante mobilisation de ces apôtres professionnels des grandes croisades pour la défense de la foi démocratique médiatisée et mondialisée, alors dirigée contre "les atrocités commises par les Serbes" en Bosnie ou au Kosovo qu'ils nous jouaient avec la même ferveur, servait purement et simplement de couverture au soutien en sous-main de la Serbie par l'impérialisme français. Cette politique à deux faces, l'une étalée pour la galerie étant destinée à masquer la diplomatie réelle, plus discrète et nettement moins avouable, se retrouve utilisée exactement de la même manière aujourd'hui dans le lien entre la France de Jospin-Chirac et la Russie de Poutine. Cela n'empêche pas que ce

soutien à la politique guerrière russe est pleinement réaffirmé dans les faits. Ainsi, les grandes banques privées occidentales du Club de Londres (avec l'aval de leur gouvernement respectif) viennent d'effacer une dette commerciale russe de 10 milliards de dollars permettant directement de financer l'effort de guerre du Kremlin et à Poutine d'augmenter le budget militaire de 50%. Ce n'est pas non plus par hasard que l'OTAN vient de "normaliser les relations" (interrompues en mars 99 lors des raids aériens de l'OTAN sur la Serbie) avec la Russie (2), son secrétaire général ayant déclaré qu'ensemble ils étaient "pleinement déterminés à apporter leur contribution à la construction d'une Europe stable, non divisée, entière et libre, au profit de tous ses peuples". De même, une délégation parlementaire officielle du conseil de l'Europe en visite en Russie le 19 janvier réaffirmait "le droit de Moscou de combattre le terrorisme". Ce rapport permettait les jours suivants au Conseil de l'Europe de ne voter aucune "sanction" contre Moscou, demandant au contraire à chaque gouvernement européen de "fournir un soutien approprié aux autorités russes en vue de la mise en place de politiques visant à normaliser la situation en Tchétchénie." On ne saurait être plus clair.

Pas davantage que la barbarie et la décomposition sociale que représentent les horreurs et les massacres en Tchétchénie, le cynisme et l'hypocrisie de la bourgeoisie ne connaissent de limites dans le capitalisme.

CB (19 février)

KOSOVO

La curée impérialiste continue

La dégradation récente de la situation au Kosovo confirme pleinement aujourd'hui ce que nous écrivions il y a six mois, alors que tous les médias nous parlaient de "rétablissement de la paix", de "victoire éclatante de la démocratie" et de "reconstruction" après l'intervention guerrière de l'OTAN et le partage du territoire kosovar entre les cinq principales grandes puissances ayant participé au "règlement" du conflit : "Toutes les puissances impérialistes sont donc maintenant face à face au Kosovo, directement et militairement sur le terrain. (...) Les uns et les autres vont armer et exciter les bandes armées de leurs protégés locaux, afin de piéger et de gêner leurs rivaux. Les coups tordus en tout genre et les provocations vont se multiplier" (*Revue internationale* n° 98, 3e trimestre 1999). Si le regain actuel des tensions guerrières s'est cristallisé à Mitrovica au coeur de la zone d'occupation française, ce n'est pas fortuit. Déjà, la colère des populations ne peut qu'être excitée parce qu'en guise de "paix" et de "reconstruction", le seul élément tangible apporté par les "contingents de la paix", ce sont des barbelés érigés en mur entre les communautés et gardés par des troupes d'occupation en armes. Mais la politique pro-serbe à peine déguisée des militaires français comme de ce serviteur zélé des intérêts de l'impérialisme hexagonal qu'est le bon docteur Kouchner (désormais in-

capable de faire illusion sur la pseudo-impartialité de son rôle d'administrateur général du Kosovo) apparaît comme une véritable provocation pour la fraction de population albanaise de la région. Que ce soit la capitale de la "zone française" qui abrite des rébellions plus fortes et fréquentes qu'ailleurs de même que s'y multiplient des accrochages meurtriers entre communautés serbes et albanaises, n'a donc rien d'étonnant. Il est tout aussi significatif que les troupes de la KFOR appelées en renfort pour remettre de l'ordre dans la ville ont été américaines et allemandes. L'arrivée dans la région des protecteurs impérialistes attirés des pro-Albanais ne pouvait avoir pour effet que d'inverser les rôles, en attisant au contraire les heurts avec la population locale d'origine serbe. Ainsi, le rideau de fumée du consensus entre les grandes puissances qui se partagent le Kosovo depuis six mois tend de plus en plus à se dissiper pour laisser apparaître les ambitions impérialistes de rivaux prêts à s'entre-déchirer par populations locales interposées. La défense de plus en plus ouverte d'intérêts différents entre les "alliés" d'hier qui peuvent s'exprimer directement aujourd'hui sur un terrain militaire est devenue un facteur de premier plan dans la reprise des tensions guerrières dans l'ex-Yougoslavie.

G. (26 février)

(1) Voir "Bilan du XXe siècle : le siècle le plus barbare de l'histoire" dans *RI* n° 298 (février 2000) et "Massacres en Tchétchénie : hypocrisie et complicités dans la barbarie capitaliste" (*Revue Internationale* n° 100 (1er trimestre 2000)).

(2) Au moment où ces mêmes puissances agitent par contre en tous sens l'épouvantail Haider et "dénormalisent" leurs relations avec l'Autriche (voir article dans ce journal).

Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain
LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

* USA, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, URSS, IRAK...
LA BOURGEOISIE, UNE CLASSE DE GANGSTERS

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

1997, 75 F



LES REVENDICATIONS "TRANSITOIRES" DES TROTSKISTES

Une politique bourgeoise qui invite les ouvriers à réformer le capitalisme

Un lecteur nous a fait parvenir la lettre suivante :

"J'aimerais aborder la question de l'intervention concrète du CCI au sein de la classe ouvrière : quel travail réalisez-vous pour élever la conscience de classe des ouvriers, pour politiser et développer les luttes sociales actuelles (par exemple contre l'OMC). Pour mener un travail d'agitation révolutionnaire, je pense qu'il faut mobiliser les travailleurs sur des revendications concrètes et transitoires (revalorisation des minimas sociaux, défense de la protection sociale, in-

terdiction des licenciements, réduction du temps de travail sans réduction de salaire, etc.), afin que la classe ouvrière reprenne confiance en elle-même et en la force qu'elle représente. Ces revendications sont nécessaires pour parer aux attaques incessantes du patronat qui désorganisent et démoralisent le prolétariat et renverser les rapports de force entre les classes, d'autant plus que les attaques économiques de la bourgeoisie se doublent de campagnes idéologiques qui ne font que miner la conscience de la classe ouvrière."

Notre réponse

Visiblement ce qui préoccupe notre lecteur, c'est la question du "travail concret" du CCI au sein de la classe ouvrière et dans ses luttes immédiates. Il nous reproche apparemment de ne pas être à la hauteur de ce que devrait être, selon lui, "l'agitation révolutionnaire". Mais, derrière ce reproche, il y a un contenu et une démarche politique que nous ne pouvons que rejeter avec la plus grande énergie.

Les "revendications transitoires" alimentent le piège réactionnaire du réformisme

"Afin que la classe ouvrière reprenne confiance en elle-même et en la force qu'elle représente" nous dit notre lecteur, les révolutionnaires devraient *"mobiliser les travailleurs sur des revendications concrètes et transitoires..."*. Tout d'abord, donc, ce qui, selon lui, manque aujourd'hui à la classe ouvrière, ce serait des revendications qui soient à la fois "concrètes" (probablement dans le sens où elles lui paraissent concrètement et immédiatement réalisables) et "transitoires". Et on suppose qu'il entend par là qu'elles servent de transition vers ce qui n'est justement pas immédiatement réalisable, c'est-à-dire le renversement du capitalisme. La paternité de cette théorie est bien connue, elle appartient au fameux "Programme de transition" inventé par Trotski en 1938 comme plate-forme de fondation de la IV^{ème} Internationale.

La théorie de Trotski consistait à dire qu'en proposant aux prolétaires de se battre pour des réformes radicales que le capitalisme ne serait pas en mesure d'accorder, les révolutionnaires amèneront progressivement les prolétaires devant la nécessité de la révolution. Sous prétexte de lutter contre le "programme minimum" des réformistes et de jeter un pont vers le "programme maximum" de la révolution, Trotski proposait ainsi un "programme intermédiaire" qui allait de "l'échelle mobile des salaires" au "contrôle ouvrier" en passant par "l'expropriation des banques privées et des branches d'industries importantes pour l'existence nationale".

Cette vision a été impitoyablement critiquée par la Gauche communiste qui a montré à juste titre que le programme de transition n'était au bout du compte qu'une resucée du vieux "programme minimum" social-démocrate. Comme lui, il ne faisait que semer l'illusion que le prolétariat pourrait progressivement se libérer de l'exploita-

tion capitaliste en obtenant peu à peu des réformes en sa faveur dans le cadre du système. Sous prétexte de "transition", ce genre de programme consiste justement à cacher aux prolétaires la nécessité de la révolution, et finit -forcément- par dénaturer le contenu même du but communiste, en réduisant celui-ci à un vulgaire capitalisme d'Etat que la bourgeoisie est parfaitement capable de mettre en oeuvre (1).

Le système de revendications transitoires de notre lecteur ne se distingue pas de celui de Trotski.

Ainsi, notre lecteur nous propose de mettre en avant la revendication de "l'interdiction des licenciements", et y voit un moyen pour que la classe ouvrière "reprenne confiance en elle-même". Mais quelle est la différence entre la revendication d'une loi interdisant les licenciements et un mot d'ordre tel que "Non aux licenciements", mot d'ordre qui est, de fait, celui de tous les prolétaires en butte aux plans sociaux qui tombent partout en ce moment ? Elle est de taille ! Sous couvert d'être "plus générale", la première contient en elle l'idée qu'il s'agit d'obtenir de l'Etat capitaliste la mise en place d'une loi qui protégerait durablement les prolétaires contre les licenciements non seulement présents, mais à venir et les mettrait, une fois pour toutes, à l'abri des sales coups du patronat. "Ces revendications sont nécessaires pour parer aux attaques incessantes du patronat", argue-t-il encore. Et pourquoi cela ? Ce qui est nécessaire pour se défendre des attaques patronales (et celles-ci seront en effet incessantes tant qu'existera le capitalisme) ce serait donc une loi gouvernementale ? Non ! Il n'existe qu'un moyen de défense face au capital : la lutte, la nécessaire mobilisation des prolétaires et le rapport de forces que la classe ouvrière ne peut imposer qu'en rendant cette mobilisation la plus large possible et -surtout- en ne comptant que sur ses propres forces, et certainement pas sur la bienveillance étatique. Pour se défendre contre les

(1) Nous ne pouvons pas, dans le cadre de cet article, développer plus amplement la critique de cette théorie dans le contexte de la veille de la seconde guerre mondiale. Nous renvoyons nos lecteurs à notre brochure "Le trotskisme contre la classe ouvrière". Nous conseillons aussi la lecture du n° 57 (octobre 1972) de la revue Programme Communiste (publication du Parti Communiste International-Le Prolétaire), consacré à la critique du trotskisme, et dont nous partageons un grand nombre de points de vue. (Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon)

attaques patronales (et gouvernementales !), ce ne sont pas, en soi, les "revendications" qui sont nécessaires, car ce ne sont pas les revendications qui manquent aujourd'hui. Celles-ci, c'est-à-dire les raisons de se battre, sont données dès lors que les attaques pleuvent. Et ce n'est pas en les remplaçant par des mots d'ordre soi-disant "moins défensifs" et plus "transitoires", qu'on fera avancer d'un pouce le rapport de forces. Au contraire même, une telle propagande contribue largement à le faire reculer, justement parce qu'elle sème activement l'illusion que la classe ouvrière pourrait faire l'économie de la lutte de défense pied à pied contre le capital.

Les revendications "transitoires" chères au raisonnement trotskiste ont peut-être l'ambition de "redonner le moral à la classe ouvrière", cette ambition consiste tout simplement à la consoler de sa misère en tâchant de la convaincre que le capitalisme pourrait être réformé de telle sorte que la loi bourgeoise la protège contre les "abus" patronaux ! C'est comme par hasard un thème particulièrement à la mode à l'heure où la gauche est au gouvernement dans la plupart des pays développés, et notamment en France où l'aile gauche du gouvernement Jospin, du PCF à ses soutiens critiques trotskistes, n'arrête pas de répéter la même chose : "Oui, l'Etat peut et doit garantir les prolétaires contre les abus de la mondialisation, des marchés ou du libéralisme sauvage !". Voilà ce que clamaient justement tous ces gens-là dans les mobilisations organisées l'automne dernier qui n'ont été qu'autant de défilés de soutien au gouvernement. Si de telles revendications "transitoires" servent à quelque chose, c'est à redonner à la classe ouvrière confiance... dans l'Etat capitaliste et son gouvernement, mais certainement pas dans ses propres forces et encore moins à "élever sa conscience". Au contraire, elles participent pleinement de ces "campagnes idéologiques de la classe dominante qui ne font que miner la conscience de la classe ouvrière".

Ce n'est pas non plus par hasard si le mot d'ordre fameux de LO et de la LCR est, dans sa formulation complète, "interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices". Et pourquoi justement dans celles-là ? Sinon pour que la chose paraisse accessible et réalisable au sein du système par une réforme ne remettant pas en cause l'existence même des entreprises et de la concurrence à mort qu'elles se mènent ? En passant, les prolétaires licenciés dans les boîtes qui affichent des pertes sont ainsi avertis que leurs licenciements sont légitimes et, par voie de conséquence, que leur lutte est illégitime. Les trotskistes n'ayant pas de mots d'ordre "transitoires" pour eux, c'est tant pis pour ces ouvriers-là qui n'auront donc pas droit à la "politisation des luttes" à la sauce trotskiste.

A la vérité les revendications "transitoires" de Trotski -et celles de notre lecteur aussi- sont tout à fait gérables par la classe dominante, et elle ne s'en est pas privée dans le passé et même aujourd'hui. La fameuse "échelle mobile des salaires" qui se voulait si subversive, fut par exemple effectivement mise en place dans de nombreux pays dans les années 70. En prenant elle-même l'initiative d'indexer le cours des salaires sur celui des prix dans une époque d'inflation galopante, la classe

dominante se donnait les moyens d'éviter ce qu'elle craint le plus : le développement, la radicalisation et partant la politisation des luttes ouvrières.

On peut en dire autant de "l'interdiction des licenciements", dont différentes variantes ont vu le jour telle que l'autorisation administrative de l'époque Mitterrand-Mauroy, sans que cela n'ait le moins du monde empêché les plans sociaux, et encore moins fait avancer d'un pouce la conscience et le "moral" de la classe ouvrière. Dans les années 30, sous les régimes des Fronts populaires et du fascisme, les licenciements étaient de fait interdits...pour les besoins de l'effort de guerre du capital. Quant à la "réduction du temps de travail sans réduction des salaires", la sinistre loi Aubry actuelle ne prétend pas faire moins. Par contre, elle a le double avantage pour la bourgeoisie de permettre une généralisation de la flexibilité et de le faire en semant l'illusion que l'Etat défend les intérêts des salariés contre les exigences patronales.

Ce ne sont pas les revendications qui font le rapport de forces, mais l'inverse.

La réalisation du programme maximum, la révolution, passe par le développement des luttes de résistance de la classe ouvrière et il n'y a pas d'autre chemin. Mais dans ces luttes, la classe ouvrière ne fait pas que se défendre, que tenter, par sa mobilisation, de limiter l'ampleur des coups portés par la classe dominante. Sur ce plan leur succès serait bien mince, lorsqu'on constate l'inexorable dégradation des conditions de vie ouvrière surtout depuis les 30 dernières années de violente crise du capitalisme. Dans ces luttes, la classe ouvrière fait l'apprentissage de sa force, développe sa conscience, apprend à reconnaître ses ennemis, fait l'expérience de son unité de classe, de la solidarité. Bref, elle se prépare à l'assaut révolutionnaire. Voilà où est l'essentiel de leurs succès. Les luttes sont la plupart du temps défaites du point de vue de leurs revendications et de leurs objectifs, nécessairement limités en-dehors d'une phase révolutionnaire. Et même lorsqu'elles sont victorieuses, la victoire est sans lendemain, remise en cause par l'inflation, par les nouvelles attaques de la bourgeoisie qui reprennent le dessus dès que le rapport de forces s'inverse.

En fait, les revendications formulées par les luttes immédiates, loin d'être à l'origine de la création d'un rapport de forces plus ou moins favorable à la classe ouvrière, sont bien plutôt une conséquence de ce rapport de force. Aucun des grands mouvements de la classe ouvrière n'a puisé ses forces dans "l'ingéniosité", ni dans la "radicalité" de quelconques "revendications transitoires" soigneusement établies à l'avance par l'avant-garde révolutionnaire. Tous les grands mouvements des 30 dernières années, qu'il s'agisse de mai 68 ou de l'été 80 en Pologne sont en général partis au contraire sur des objectifs divers, confus, traduisant surtout un ras-le-bol et un mécontentement profond et général face aux attaques du capital. Que le mouvement s'élargisse, qu'il crée un rapport de forces et commence à faire trembler la bourgeoisie, et c'est elle qui court pour proposer des "négociations" et exiger la formulation de revendications. Dès lors ce que le mouvement est capable de revendiquer

Le programme de transition de 1938 était l'expression directe de la dérive opportuniste d'un Trotski qui, en pleine contre-révolution, sacrifia à la recherche d'une influence immédiate, la fidélité aux principes et le nécessaire bilan à tirer de la défaite des années 20. Cela devait conduire tout droit le trotskisme au soutien à l'Etat et à la participation à la guerre. Dans sa version moderne, le programme de transition trotskiste est ouvertement devenu ce qu'il portait en germes : un vulgaire programme électoral. Dans les "programmes d'urgences" qui servent de plate-forme électorale aux groupes trotskistes actuels, on retrouve peu ou prou les mêmes mesures "transitoires" proposées par notre lecteur. La dérive opportuniste du Trotski des années 30 leur sert donc de caution pour mener une politique ouvertement contre-révolutionnaire visant à rabattre les prolétaires vers les urnes bourgeoises et à les enchaîner à l'Etat bourgeois.

Le rapport de forces que les prolétaires en lutte ont réussi à imposer. Mais jamais l'inverse. Victorieux ou défait, ce que le mouvement obtient alors -ou n'obtient pas- est moins important que l'expérience que la classe ouvrière en a retirée. Et, plus le mouvement est fort, plus il est capable de déjouer les pièges de la bourgeoisie, les sabotages des syndicats et de se prendre en mains, plus il évolue aussi dans ses revendications élargissant ses objectifs, intégrant au fur et à mesure les demandes de nouveaux secteurs qui se joignent au mouvement, etc.

Quel peut être alors le travail d'agitation des révolutionnaires sur le terrain des luttes immédiates ? Tout d'abord, le nombre extrêmement réduit des militants révolutionnaires ne leur permettra jamais de prétendre "mobiliser" les travailleurs partout où existent des raisons de se battre, c'est à dire partout tout court. Et ce n'est d'ailleurs pas leur rôle. La lutte de classe n'est pas une création des révolutionnaires, elle existe comme une réalité objective de la société capitaliste, même si elle ne se manifeste pas à tout moment par des luttes ouvertes. Les révolutionnaires ne choisissent d'ailleurs pas non plus le moment où la situation est mûre pour que la lutte éclate. Dans les phases de repli, de défaite, de démoralisation, ce n'est pas l'agitation la plus effrénée de quelques militants dévoués qui peut suffire à susciter un mouvement.

S'ils ne peuvent pas être partout, les révolutionnaires interviennent cependant là où ils se trouvent, mais ce qu'ils défendent sur les lieux de travail n'est pas différent de ce qu'ils disent lorsqu'ils s'adressent à l'ensemble de leur classe, dans leur presse et leurs tracts, qu'ils s'agisse de la situation immédiate, des luttes concrètes de résistance, de la dénonciation de la gauche et des syndicats ou de questions plus générales et globales. Ils n'ont pas d'un côté une politique à destination de leurs lecteurs et sympathisants et de l'autre un travail "en direction des masses".

Dans les luttes immédiates, s'ils ne sont pas indifférents à la question des objectifs et revendications du mouve-

(SUITE PAGE 2)

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 K8ln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capitalisme
(30 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

La décadence du capitalisme

LYON : le samedi 11 mars à 15h
CCO. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 11 mars de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 4 mars à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 10 mars à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 25 mars à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-R/ : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^c Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^{al} de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e). La Brèche - 8, rue de Romainville (19^e,

M^oTelegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^o-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 18 mars à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 19 mars, de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 11 mars de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 11 mars et 8 avril de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou RV à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux)

Vente de la presse les samedis 11 mars et 8 avril de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 18 mars et 8 avril à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 18 mars de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris 12^e, M^oLedru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 5 mars de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 10 mars et 7 avril à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 5 et 19 mars de 10h30 à 12h30, au marché aux Puces (place St-Sernin), et le dimanche 12 mars de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 25 mars à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Souscriptions du mois

D (Rouen) : 300 ; BB (St Etienne) : 30 ; TK (Montpellier) : 1000 ; MP (Limoges) : 200 ; ST (Perpignan) : 100 ; LU (Paris) : 1000 ; T : 100.

Lille : Permanence du 22 janvier : KE : 50.

Paris : Permanence du 19 février : LI : 47 ; CI : 50.

Toulouse : Permanence du 28 janvier : A : 80 ; Ch : 50 ;

Jx : 50 ; Mo : 100

Tours : Permanence du 15 janvier : G : 400

Total : 3557.

Lisez la Revue Internationale

Vient de paraître :

Courant Communiste International

1^{er} trimestre 2000

MASSACRES EN TCHETCHENIE
Hypocrisie et complicités dans la barbarie capitaliste

CRISE ÉCONOMIQUE
La fausse bonne santé du capitalisme

PUBLICATION
Cent numéros de la Revue internationale

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE,
C'EST LA DICTATURE DU CAPITAL
Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne (mars 1919)

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII
Comprendre la défaite de la révolution russe - 2. 1921 : le prolétariat et l'Etat de transition

POLÉMIQUE AVEC LE BIPR
La lutte de la classe ouvrière dans les pays de la périphérie du capitalisme

100

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre libraire.

Une prétendue autonomie au service de la guerre

L'an dernier, l'organisation humanitaire "Médecins sans frontières" (MSF) se voyait décerner le prix Nobel de la Paix. Vingt ans auparavant, l'illustre pionnière des "organisations non gouvernementales" (ONG), Amnesty International, avait déjà reçu cette distinction suprême. A travers l'attribution de cette récompense, la bourgeoisie mondiale a toujours su reconnaître et distinguer ses plus fidèles serviteurs, comme le démontre la liste des lauréats où figurent en bonne place des fauteurs de guerre impérialistes reconvertis en blanches colombes tels Beghin et Sadate ou encore l'ancien syndicaliste Walesa devenu par la suite chef d'Etat.

Les ONG sont, à l'origine, la riposte idéologique du bloc occidental au bloc de l'Est, autour du thème des "droits de l'homme", qui s'est développé sous la présidence de Carter. Même si certaines ont été créées avant les années 70, leur succès et leur expansion coïncident avec le début du déclin du bloc stalinien. Elles seront ainsi un pilier idéologique du bloc occidental contre le bloc de l'Est pour devenir, pendant la dernière décennie, un pilier idéologique essentiel de la guerre impérialiste.

La première ONG à trouver sa place dans la stratégie occidentale sera Amnesty International, organisation fondée en 1961. Paradoxalement, elle se constitue avec des lambeaux de mouvements pacifistes animés, financés et utilisés tout au long des années cinquante sous la houlette de différents partis stalinien et au profit de la propagande du bloc russe. Amnesty International (AI) va devenir le modèle des autres ONG qui vont se créer pendant les décennies suivantes : elle se prétend indépendante, elle œuvre contre l'arbitraire et la torture, agit en faveur des prisonniers politiques. Elle lance des campagnes contre la torture, sauve sans doute quelques malheureux. Mais surtout, pendant les années 80, AI, en appui à la politique de course aux armements du président Reagan, va devenir, sur le plan idéologique, un outil de la première importance contre "l'Empire du mal". Bien sûr, AI dénonce aussi les excès dans des pays du bloc occidental et même, pour donner le change, dans ses rapports annuels, elle égratigne un peu les grandes puissances occidentales. Ceci n'est que la garantie pour que l'objectif principal, la mise en cause du bloc de l'Est (la condamnation des camps ou de la répression en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie), soit efficace. Ce qui ressort des rapports de AI, c'est qu'il existe des "pays de droit",

des pays qui, même avec leurs imperfections, montrent la voie. AI a servi, avec d'autres, à marteler dans les têtes que les horreurs du monde sont dues à des "dictatures" de toutes sortes, jamais à un système décadent dont le mode de fonctionnement principal réside dans le développement du militarisme et de la guerre. Un exemple - modèle de fonctionnement de AI - fut l'affaire Bokassa. Dans les années 70, comme dans les autres pays de son pré carré, la France est directement complice de la montée au pouvoir et des exactions de Bokassa en Centrafrique. La France de Giscard paye la mascarade de l'intronisation de Bokassa comme empereur de ce pays. Mais Bokassa a trop tendance à mélanger ses intérêts personnels avec ceux de la puissance tutélaire. Et il fait une erreur de trop, en voulant rançonner les jeunes écoliers du pays. La répression de la révolte est, comme tout le règne de Bokassa, sanglante. La France démentit, mais les services secrets français organisent déjà la chute de l'empereur, avec l'aide de l'ambassadeur centrafricain en France, lequel informe à son tour Amnesty International. La campagne de cette organisation "non-gouvernementale" justifie l'intervention de la France, laquelle envoie ses parachutistes avec le nouveau président dans les soutes à bagages. La campagne d'Amnesty International consistait à dire que, grâce à elle, l'Afrique s'est débarrassée d'un dictateur sanguinaire. C'est la France qui s'est débarrassée d'un pantin gênant et l'a remplacé par un autre. La population, quant à elle, n'a rien gagné.

Dénoncer la répression, exprimer sa solidarité avec les opprimés est une des expressions minimales des révolutionnaires. Et bien sûr, nous avons dénoncé à l'époque de ces événements cette bourgeoisie africaine qui, souvent sous

des formes moins compassées, a bien imité la brutalité de ses protecteurs. La dénonciation des organisations comme Amnesty International avait, cependant, un but bien précis : faciliter la reprise en main de la France dans un pays stratégique face au danger que représentait le "monstre" qu'elle-même a façonné. Amnesty International a fonctionné comme cela et ne peut pas fonctionner autrement. Elle traque, dévoile, fait des rapports sur les horreurs qui ensanglantent le monde. Mais tout ce travail, souvent mené par des gens honnêtement indignés, ne sert qu'à une chose : à valoriser, à dédouaner les puissances démocratiques, à leur donner des moyens idéologiques d'intervention, à justifier les actions armées des "états de droit".

De la prétendue "humanisation" de la guerre à l'appel à la guerre tout court

Si Amnesty International a été surtout efficace pendant la guerre froide, d'autres ONG, aussi prétendument "indépendantes" se sont développées pendant les dernières décennies avec les mêmes buts. Ce sont, en particulier, les ONG "sans frontières".

L'objectif de ces ONG c'est, d'abord, d'"humaniser la guerre". Il existe déjà depuis le siècle dernier la Croix Rouge, dont l'objectif a été d'établir des normes pour soi-disant limiter la barbarie. Depuis sa création, la Croix Rouge voulait jouer la "neutralité". Or, jamais dans l'histoire de l'humanité on n'a signé autant de conventions "humanitaires" et jamais il y a eu autant de barbarie. Encore heureux, pourrait-on entendre, qu'il existe autant d'esprits humanitaires" pour soulager tant de souffrances. En réalité, l'idéologie humanitaire ne vient pas soulager ou adoucir la barbarie, mais la précède et, en dernier ressort, la justifie.

Les sociétés pré-capitalistes voyaient la cruauté et la bestialité dans les rapports humains comme une épreuve à laquelle les dieux soumettaient les hommes. La bourgeoisie y voyait, elle, une donnée de la nature humaine et de la guerre. Le droit de la bourgeoisie établit cependant une séparation : la guerre est une affaire politique, profession-

nelle. La "punition" de l'ennemi doit être séparée de l'acte de la guerre. L'ennemi doit être traité avec humanité. En fait, au fil du temps, plus cette séparation s'est faite, plus les deux aspects, barbarie et humanitarisme se complètent. Cette "séparation complémentaire" est devenue caricaturale avec les ONG, qui, comme leur nom l'indique, se présentent comme n'ayant d'attaches avec aucun camp.

Pour bien marquer leur "indépendance", ces ONG "humanitaires", type Médecins sans frontières (MSF), ont eu leur étape de "rupture". Ce n'est pas un hasard, si l'origine de MSF est la rupture avec le style "neutre" de la Croix Rouge dans la guerre du Biafra en 1968, une guerre très meurtrière qui met aux prises le gouvernement fédéral nigérian et les séparatistes biafrais. Ce conflit ne recoupe pas l'affrontement des deux blocs, américain et russe (qui soutiennent tous deux l'unité du Nigeria), mais exprime les tentatives de puissances moyennes pour se débarrasser de leur tutelle. Le Biafra est fermement soutenu par la France, qui tentait ainsi de manifester son "indépendance" vis-à-vis de l'OTAN dans un de ces barouds nationalistes du gaullisme et, par la même occasion, de mettre des bâtons dans les roues de son allié britannique. Le Biafra est également soutenu par la Chine qui veut aussi jouer son rôle "indépendant" en Afrique. Les MSF ont au Biafra peut-être pour soulager quelques malheurs, mais ils sont là, surtout, en tant qu'expression idéologique de la volonté de la bourgeoisie française en Afrique. Ce n'est sans doute pas un hasard si le premier noyau de MSF est formé notamment par des anciens maoïstes. Le Nigeria a gagné, le Biafra a perdu, la France s'est rangée, la Chine s'apprêtait à rejoindre le bloc américain. Les pauvres gens du Nigeria, eux, ont continué leur descente aux enfers, mais sur leur dos meurtri venait de naître une nouvelle forme "d'humanitaire", celle qui, sous couvert d'autonomie, d'aide d'urgence, allait devenir un des fers de lance idéologiques de la guerre impérialiste, avec le "droit d'ingérence" comme évangile (ou nouveau petit livre rouge) et la TV comme témoin de leurs exploits. C'est à la fin des années 70 que MSF a définitivement exprimé qu'elle est bien

au service du bloc occidental avec les opérations, ô combien symboliques, autour des réfugiés vietnamiens. Dans le même "bateau pour le Vietnam", il y avait le pro-occidental Aron et l'intellectuel stalinien recyclé en maoïste et re-recyclé en "humanitaire", Jean-Paul Sartre. Dans les années 80, les "humanitaires sans frontières" (toute une foule d'appellations similaires apparaît alors) vont être d'une aide précieuse dans les actions américaines en Afghanistan, surtout une aide idéologique, contre l'occupant russe. Les abrutis qui gouvernent aujourd'hui ce pays, les Taliban, le leur rendent bien mal puisqu'ils les ont interdit de séjour.

Les "humanitaires" dans le paquetage des militaires

L'idéologie des "droits de l'homme" développée par le bloc occidental et le droit d'ingérence, développé, entre autres, par un des politiciens bourgeois des plus cyniques (si cela est possible), Mitterrand, vont devenir la justification de toutes les interventions impérialistes des grandes puissances après l'effondrement du bloc stalinien. Avec l'ONU ou avec l'OTAN, les États-Unis seuls ou en alliance (de façade au moins), les grandes puissances ont organisé leurs interventions meurtrières avec la justification humanitaire. Qui pouvait mieux soutenir ces actions que ces ONG qui avaient fait leurs armes pendant les décennies précédentes, montrant leur "autonomie", leur esprit de dévouement aux causes humanitaires ?

Les opérations en Irak, menées par les États-Unis autour des Kurdes sont un exemple de jusqu'où peut arriver le cynisme de cette combinaison du militaire et de l'humanitaire. L'opération "Provide Comfort" au Kurdistan, en 1991, a atteint le sommet de l'hypocrisie. Saddam Hussein a réprimé les opposants kurdes, à qui on avait fait croire, à la suite de la guerre du Golfe, qu'ils seraient soutenus par les grandes puissances. Les États-Unis refont le coup de l'année précédente, renforcent la zone d'interdiction au nord de l'Irak, les autres puissances suivent en traînant

(SUITE PAGE 4)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.